

En fin de Contrat d'Avenir

Si vous êtes sans emploi, quels sont vos droits ?

Les salarié(e)s qui ont terminé un contrat d'avenir sont dans la même situation que l'ensemble des salariés en fin de CDD. Leur employeur (privé ou public) doit leur fournir, en même temps que leur dernier bulletin de salaire, un certificat de travail et une « Attestation d'employeur destinée à l'Assedic. » Cependant ils n'ont pas droit à la prime de précarité.

Première démarche

S'inscrire comme demandeur d'emploi
par téléphone au 39.49, ou par internet : www.assedic.fr.

dès le lendemain de votre fin de contrat, sinon vous risquez de retarder votre 1^{er} jour d'indemnisation. Inscrivez-vous, même si vous n'avez pas encore obtenu l'Attestation d'employeur et le dernier Bulletin de salaire. Pour pouvoir s'inscrire, il faut bien sûr être à la recherche d'un emploi, être disponible pour les rendez-vous que l'Assedic puis l'ANPE vous fixeront. Vous aurez à remplir un double document : la demande d'inscription et la demande d'allocation. Vérifiez et garder une photocopie de chaque Attestation d'employeur, l'Assedic veut les originaux pour établir vos droits à l'allocation chômage. Pour les autres pièces, vous conservez les originaux.

Les droits à l'assurance chômage

Tous les salariés en Contrat d'Avenir qui ont travaillé au moins 6 mois, en une ou plusieurs fois, au cours des 22 derniers mois, ont droit à l'Allocation de Retour à l'Emploi (A.R.E.). En cas de démission, ce n'est qu'au bout de 4 mois que l'Assedic réexaminera leur demande d'allocation au vu des recherches d'emploi. Par contre une rupture d'un commun accord entre le salarié et l'employeur permet l'indemnisation en ARE.

Durée des droits à l'allocation de retour à l'emploi

Durée d'activité salariée	Durée maximale d'indemnisation
---------------------------	--------------------------------

6 mois d'activité au cours des 22 derniers mois	7 mois
12 mois d'activité au cours des 20 derniers mois	12 mois
16 mois d'activité au cours des 26 derniers mois	23 mois
<i>27 mois d'activité au cours des 36 derniers mois</i>	<i>36 mois (seulement pour les + 50ans)</i>

Montant et paiement de l'allocation

Pour les salariés payés sur la base du SMIC, 26 heures par semaine, l'allocation journalière correspond environ à 75% de la moyenne de l'ancien salaire brut soit à peu près 600 € par mois. Le premier jour d'indemnisation n'intervient qu'au terme d'une carence d'indemnité compensatrice de congé payé, si les congés n'ont pas tous été pris (vérifier votre dernier bulletin et votre attestation d'employeur) et après un délai d'attente de 7 jours. Le paiement n'a lieu qu'après votre actualisation au chômage dans les 1ers jours du mois suivant.

Maintien des droits jusqu'à la retraite

Si vous êtes en cours d'indemnisation à l'âge de 60 ans et six mois ou plus et si vous ne pouvez prétendre à une retraite à taux plein, vous pouvez bénéficier du maintien des allocations au-delà des durées maximales d'indemnisation, jusqu'à la liquidation de votre retraite ; une limite cependant : 65 ans. Il faut pour obtenir ce maintien avoir au minimum été indemnisé durant 365 jours et justifier d'au moins 100 trimestres d'assurance vieillesse dont 12 validées au titre d'activités salariées.

Les salariés qui n'obtiendraient pas l'ARE (moins de 6 mois) doivent retrouver leur droit antérieur à leur contrat d'avenir. N'hésitez pas à vous procurer dans les Assedic les notices à destination des demandeurs d'emploi. L'ANPE et l'ASSEDIC se doivent de vous informer sur vos droits. Si vous n'obtenez pas les informations , vous pouvez contacter SPC ou AC14

Caen le 13 mai 2008

**Permanences SPC : le jeudi de 16H à 18h au local
Syndicat Solidaires Précaires et Chômeurs
7 Ave de Cambridge 14200 Hérouville St Clair
Télé 02 31 24 23 36**

AC14 13 av R.Schuman,BP 6119, 14064 Caen Cedex04 (au sous-sol)